

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DU BAS-RHIN

DIRECTION DES INTERVENTIONS
PUBLIQUES

Bureau de l'environnement
et des espaces naturels

→ MAF

fait copie → CB → W d'acier

ARRETE PREFECTORAL

prescrivant le renforcement du contrôle de la
qualité des eaux souterraines par la
Société COSTIL TANNERIES DE FRANCE à LINGOLSHEIM

LE PREFET DE LA REGION ALSACE
PREFET DU BAS-RHIN

- VU la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 modifiée relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 pris pour l'application de la loi susvisée et notamment son article 18 ;
- VU le décret n° 53-577 du 20 mai 1953 modifié fixant la nomenclature des installations classées ;
- VU l'arrêté préfectoral du 26 février 1969 autorisant la Société TANNERIES DE FRANCE dont le siège social se situait à PARIS (XIe) à exploiter une installation de tannerie avec ses activités annexes à LINGOLSHEIM 1, rue du Maréchal Foch ;
- VU l'arrêté préfectoral en date du 16 février 1970 autorisant l'extension de l'usine des TANNERIES DE FRANCE sur le site de LINGOLSHEIM ;
- VU l'arrêté préfectoral complémentaire en date du 8 juin 1977 autorisant la restructuration de l'ensemble de ses ateliers et comportant notamment l'extension de l'usine de finissage ;
- VU l'arrêté préfectoral du 10 juin 1980 modifiant les prescriptions de l'arrêté du 8 juin 1977 relatives à la prévention de la pollution des eaux ;
- VU le rapport en date du 14 octobre 1992 établi par l'inspecteur des installations classées ;
- VU l'avis du conseil départemental d'hygiène émis dans sa séance du 14 décembre 1992 ;
- APRES communication à la société du projet d'arrêté complémentaire ;
- SUR proposition du secrétaire général de la préfecture du Bas-Rhin,

.../...

A R R E T E

Article 1er :

Les dispositions relatives à la prévention de la pollution des eaux souterraines, prévues dans l'arrêté du 8 juin 1977 modifié par l'arrêté du 10 juin 1980, susvisés, sont renforcées par les prescriptions suivantes :

Article 2. : Réseau de contrôle des eaux souterraines

2.1. Constitution du réseau

La Société Costil - Tanneries de France dispose d'un délai de 2 mois à compter de la date de notification du présent arrêté pour entreprendre la réalisation d'un réseau de contrôle de la qualité des eaux souterraines comme indiqué et repéré dans l'étude de vulnérabilité établie par le BRGM-Alsace, 204 route de Schirmeck 67200 Strasbourg référencée R 34441 de février 19921 et transmise à la Direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement.

Ce réseau sera constitué par :

- le puits AEI (indice 272-2-028) situé en amont des installations actuellement en activité ;
- l'implantation à l'aval hydraulique du site, dans la partie Nord-est de l'établissement, de 2 piézomètres de contrôle d'une profondeur de 10 m environ et diamètre minimal de 120 mm afin de pouvoir effectuer des prélèvements d'eau par pompage.

Ils seront crépinés de 1 à 10 m.

Après équipement, un pompage de dessablage et de nettoyage sera entrepris pendant une durée suffisante pour l'obtention d'une eau représentative des eaux de la nappe et non influencée par les travaux de forage.

La tête de protection sera constituée d'un avant-puits étanche muni d'un couvercle en fonte résistant, permettant le passage de véhicules, et étanche aux eaux de ruissellement (légère surélévation du couvercle).

2.2. Etat de référence

Un prélèvement et une analyse de référence seront effectués sur l'ensemble de ces trois points par un laboratoire agréé dans un délai de 2 mois à compter de la date de notification du présent arrêté afin de déterminer un état initial de la qualité des eaux.

Cette analyse de référence sera composée d'une analyse physico-chimique complète de type C3 et d'analyses particulières de type C4a, C4b et C4c telles que définies en annexe II du décret n° 89-3 du 3 janvier 1989 modifié par décret n° 91-257 du 7 mars 1991 relatif aux eaux destinées à la consommation humaine.

2.3. Contrôles périodiques

Par la suite, des prélèvements et contrôles semestriels seront effectués sur les 2 points situés à l'aval hydraulique du site par un laboratoire agréé.

Les analyses porteront sur les paramètres suivants :

- type C3,
- type C4a,
- chrome,
- composés organohalogénés volatils,
- BTX.

Une modification des paramètres d'analyses (fréquence, type, compléments) pourra être demandée par l'inspection des installations classées en fonction des résultats obtenus.

Les résultats des analyses seront communiqués dès réception à la Direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement ainsi qu'au service chargé de la police des eaux.

Article 3 : Prévention de la pollution des eaux

3.1. Etude de stockage

La Société Costil - Tannerie de France dispose d'un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté pour faire réaliser par un bureau d'études spécialisé une étude de stockage des huiles végétales, des produits chimiques divers, des huiles et des solvants.

3.2. Remise de l'étude

Le rapport correspondant sera remis à l'Ingénieur de la Direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement chargé des installations classées.

Il devra également comporter les points suivants :

- plan d'aménagement du stockage,
- dispositions prises pour prévenir les pollutions accidentelles,
- plan des égouts et canalisations,

- plan de rejets des EP.

Article 4 :

Les frais engendrés par l'application du présent arrêté seront à la charge de l'exploitant.

Article 5 :

Conformément à l'article 21 du décret du 21 septembre 1977, un extrait du présent arrêté, faisant connaître qu'une ampliation en est déposée et mise à la disposition du public en mairie de LINGOLSHEIM, sera affiché dans ladite mairie. Un extrait semblable sera inséré, aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux.

Article 6 :

Le secrétaire général de la préfecture du Bas-Rhin
la Société COSTIL - TANNERIES DE FRANCE
le sous-préfet de STRASBOURG-CAMPAGNE
le maire de LINGOLSHEIM
l'inspecteur des installations classées

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

STRASBOURG, le - 2 FEV. 1993

LE PREFET
POUR LE PREFET
le secrétaire général,

Pour ampliation
P. le Secrétaire Général
L'Attaché Chef de Bureau

Jacques SNARD



Michel PINAULDT

Délai et voie de recours

(Article 14 de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement).

La présente décision peut être déférée au Tribunal Administratif.

Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant.

Le délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.